

La Direction Générale et le personnel de votre Journal «L'Union» sont heureux de vous présenter leurs vœux les meilleurs de santé, de bonheur et de prospérité pour la nouvelle année.

# BONNE & HEUREUSE ANNÉE 2025

N°1821

du 10  
JANVIER  
2025



# L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

OPÉRATION " KÉLIGOU " DE  
SÉCURISATION DES FÊTES DE FIN D'ANNÉE

L'heure du bilan **P.4**

PROJET DE LUTTE CONTRE LES **P.4**  
GROSSESSES DES ADOLESCENTES (ATBEF)

Baisse de 80% dans les  
établissements et communautés cibles

SOMMET POUR L'ACTION SUR  
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE **P.2**

Du 10 au 12 février 2025 à Paris

# COMPÉTITIVITÉ COMMERCIALE

## Le Togo plus compétitif sur les marchés régionaux, avec 66,9 points sur 100 **P.3**

### EN PLUS...

#### AGRICULTURE

##### FILIÈRE RIZ AU TOGO

Le document de cartographie des acteurs validé

##### L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Un levier pour nourrir les villes et renforcer la résilience alimentaire

#### SOCIAL

##### TROISIÈME ÂGE AU TOGO

Des initiatives pour une vieillesse épanouie

#### SOCIÉTÉ

##### CES ENFANTS ACCROS AUX ÉCRANS

Un phénomène qui divise

#### DÉVELOPPEMENT DURABLE

##### ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES 17 ODD DANS L'UEMOA (SUITE)

Le contenu que le Togo a transmis

D'après la Note politique de l'Observatoire de la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest, le Togo possède un potentiel économique non négligeable grâce à sa position géographique stratégique et à ses ressources naturelles mais il fait face à plusieurs défis qui entravent sa compétitivité commerciale (capacité concurrentielle) sur le marché international. Son indice de compétitivité sur les marchés régionaux et continentaux a diminué de plus de 1,5 point au cours des quatre dernières années. La Note a exploré les défis découlant des données de l'Observatoire et proposé des approches de solutions. Pour les performances de la compétitivité commerciale, l'Observatoire a identifié 42 indicateurs de performance et 72 indicateurs de moteurs déterminant la compétitivité commerciale...



Une zone industrielle de pointe,  
au service de l'industrialisation  
togolaise

**PIA**  
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE  
— TOGO —  
[www.pia-togo.com](http://www.pia-togo.com)





SOMMET POUR L'ACTION SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : DU 10 AU 12 FÉVRIER 2025 À PARIS

## Tribune dans la perspective du sommet pour l'action sur l'Intelligence Artificielle

(Paris - 10 &amp; 11 février 2025)

L'intelligence artificielle (IA) est plus qu'une révolution industrielle et technologique. Elle porte le potentiel d'un profond changement de paradigme de nos sociétés, dans nos rapports au savoir, au travail, à l'information, à la culture et même au langage. En ce sens, l'IA n'est pas une technologie neutre, mais un enjeu politique et citoyen qui nécessite un dialogue international étroit autour des gouvernants de la planète, des chercheurs, des entreprises et de la société civile. C'est pourquoi la France a accepté la responsabilité d'approfondir la dynamique initiée par le Royaume-Uni et la Corée du Sud et d'accueillir, les 10 et 11 février 2025, le sommet pour l'action sur l'IA, qui réunira à Paris près d'une centaine de chefs d'État et de gouvernement et d'un millier d'acteurs de la société civile venus d'une centaine de pays.

La question qui se présente à tous - usagers du monde entier, startups comme grands groupes, chercheurs et décideurs - est au fond assez simple : comment réussir le virage de l'IA ? L'enjeu est fondamental : permettre à l'IA de réaliser sa promesse initiale de progrès et

d'émancipation dans un cadre de confiance commun permettant de contenir les risques propres au développement des technologies.

Dans la perspective du Sommet et de ses suites, notre action porte en priorité sur trois objectifs concrets :

En premier lieu, il est essentiel de garantir l'accès à l'IA au plus grand nombre, afin que chacun à travers le monde puisse en bénéficier et développer de nouvelles idées pour en réaliser tout le potentiel. Dans le but de réduire la fracture numérique croissante et d'endiguer la concentration excessive du marché de l'IA, nous lancerons une initiative d'ampleur pour l'IA au service de l'intérêt général afin de favoriser le développement et le partage de la puissance de calcul, de jeux de données structurées, d'outils ouverts et de formations des talents de demain. Ce projet sera porté tant par des acteurs publics que privés.

En deuxième lieu, il nous faut impérativement penser conjointement les deux transitions majeures de notre temps : l'environnement et la technologie. Si l'IA doit apporter tout son concours pour lutter contre le réchauffement climatique et préserv

er les écosystèmes, elle s'inscrit aujourd'hui dans une trajectoire intenable sur le plan énergétique. Les dernières prévisions avancent ainsi des besoins en énergie pour le secteur de l'IA dix fois supérieurs, dès 2026, à ceux de 2023. Cette perspective n'est pas soutenable. En réponse, une coalition internationale et multipartite prenante en faveur de l'IA durable sera lancée à l'occasion du Sommet, afin d'approfondir la recherche sur le coût environnemental de l'IA, d'évaluer les modèles sous ce prisme, de définir de nouveaux standards et d'accroître les investissements verts à tous les niveaux de la chaîne de valeur.

Enfin, nous devons bâtir collectivement un système de gouvernance de l'IA efficace et inclusif qui ne se limite pas aux questions d'éthique et de sécurité. D'autres enjeux sont primordiaux. Il nous faut discuter de tous les sujets, à l'image de la protection des libertés fondamentales, la propriété intellectuelle, la lutte contre la concentration du marché, l'accès aux données pour ne citer qu'eux. Il nous faut également réunir tout le

monde autour de la table pour discuter de questions telles que la gouvernance mondiale de l'IA. Seuls sept pays dans le monde sont aujourd'hui parties prenantes des principales initiatives internationales sur l'IA, et 119 en sont entièrement absents. Par ailleurs, les acteurs privés et la société civile doivent également être inclus afin de définir ensemble une architecture commune de gouvernance internationale de l'IA.

La France n'avance pas seule vers ce Sommet. Plus de 700 partenaires, publics comme privés, chercheurs et ONG issus des cinq continents contribuent depuis plusieurs mois à sa préparation. Aucun sujet ne sera éludé : du futur du travail à l'IA frugale, de la sécurité des modèles aux écosystèmes d'innovation, de la nécessaire diversité linguistique (et donc culturelle) à la protection des données personnelles. Nous comptons sur votre concours : vous êtes tous conviés à nous accompagner sur la route du Sommet pour l'action sur l'IA, afin qu'ensemble nous construisions, dans un cadre de confiance, l'IA au service de tous, pour un monde



prospère, plus ouvert et plus inclusif.

Le Sommet pour l'action sur l'IA sera un temps fort pour le Togo, qui est en train de se positionner comme figure de proue dans le domaine de l'IA en Afrique. Le pays porte des initiatives visant à intégrer cette technologie dans divers secteurs pour favoriser le développement économique et social. La Feuille de route gouvernementale Togo 2020-2025 faisait de l'économie numérique et de la transformation digitale des enjeux majeurs. En novembre 2024, Cina Lawson, Ministre de l'Econo-

mie Numérique et de la Transformation Digitale, lançait une série de rencontres intitulée "Autour de l'IA" entre experts techniques, universitaires et entrepreneurs. Dans le contexte du Sommet et alors que nous regardons vers le futur, le Togo constitue un vivier d'acteurs du secteur public, privé et de la société civile pour nourrir l'innovation technologique et les débats éthiques autour de l'IA.

## NÉCROLOGIE

## Jean-Paul Chapuisat, le Français au + de 200 chansons et 16 albums, est décédé à 90 ans

Gilles Dreu, à l'état civil Jean-Paul Chapuisat, né le 31 juillet 1934 à Dreux (Eure-et-Loir) et mort le 7 janvier 2025 à Vals-les-Bains (Ardèche), est un chanteur français. Connu pour son interprétation de la chanson "Alouette, alouette" (1968, chanson argentine adaptée en français par Pierre Delanoë pour les paroles), il aura enregistré + de 200 chansons et 16 albums.

Le père de Gilles Dreu est franc-comtois, sa mère est bretonne, il naît à Dreux, en Eure-et-Loir. Au gré des affectations de son père, militaire de carrière, il passe son enfance au Mali, en Guinée, en Martinique et à Marseille.

Fin 1959, il impressionne le patron du Tire-Bouchon, un cabaret montmartrois, par son interprétation de Quand on n'a que l'amour, de Jacques Brel. Le patron du Tire-Bouchon décide de l'employer pour interpréter régulièrement des chansons dans son cabaret. Il y rencontre François Deguelt, qui le prend sous son aile. C'est à cette époque que Jean-Paul Chapuisat devient Gilles Dreu, clin d'œil à sa ville natale. Il écume ensuite les cabarets de la Rive gauche comme l'Échelle de Jacob, le Don Camillo, La Colombe et la Villa d'Este. Il fréquente divers artistes, confirmés ou débutants, tels Bernard Dimey, Daniel Prévost, Pierre Richard, Victor Lanoux, François Deguelt ou encore le jeune Serge Lama. En 1963, il signe son premier contrat chez Riviera et sort son premier disque, avec notamment la chanson Filles de Garches, enfants de Puteaux. À cette époque, il débute au cinéma par le doublage et quelques petits rôles dans des films

populaires. En 1966, il rencontre Norbert Saada (producteur de Hugues Aufray dont il est fan) qui décide de produire ses prochains disques. Son titre Alouette, sorti au moment de Mai 68, s'écoule à plus de 150 000 exemplaires. Ce succès est une reprise du thème musical de La peregrinación, issu de l'album d'Ariel Ramírez Misa Criolla. Le titre Alouette, alouette sonne phonétiquement avec les paroles originales A la huella, a la huella mais le texte de Pierre Delanoë diffère totalement de celui de Félix Luna. En 1967, il apparaît dans le film Les Cracks réalisé par Alex Joffé, avec en vedettes Bourvil, Robert Hirsch et Monique Tarbès, alors compagne de Gilles Dreu. En octobre 1968, il est vedette américaine d'Ivan Rebroff à l'Olympia de Paris. En 1970, il partage avec Marie Laforêt la scène de Bobino à Paris. En 1971, il interprète Dans la montagne, générique de la série télévisée, ainsi que la bande originale du film Un aller simple de José Giovanni, sur une musique de François de Roubaix. Les principaux acteurs sont Jean-Claude Bouillon et Nicoletta. En 1972, il enregistre le titre Moïse avec Nicole Croisille. La même année, il connaît un nouveau succès avec le titre Descendez l'escalier, qui s'écoule à plus de 100 000 exemplaires. En 1973, il anime sa propre émission intitulée Jamais Dreu sans trois, sur la chaîne Télé Monte-Carlo. Il part ensuite en tournée en France, en Belgique, en Suisse, au Canada et en Afrique, où il a passé une partie de son enfance. En 1978, il joue dans le film Chaussette surprise de Jean-François Davy, aux côtés de Mi-



chel Galabru, Anna Karina, Bernadette Lafont ou encore Michel Blanc. En 1983, il sort Si j'entends l'oiseau, chanson écrite par Eric Charden et Didier Barbelivien. En 1987, il tourne sous la direction de Claude Chabrol en faisant une apparition dans le film intitulé Le cri du hibou, qui réunit notamment Mathilda May et Christophe Malavoy. En 1988, il écrit et publie son premier livre, La Forme facile. En 1989, il réenregistre son tube Alouette dans une version modernisée. Durant la décennie 1990, Gilles Dreu continue à enregistrer plusieurs albums, notamment en collaboration avec Didier Barbelivien. En 1996, il enregistre l'album Les chansons de mes 20 ans. Il y reprend plusieurs succès de la chanson française d'après-guerre et quelques-uns de ses succès réenregistrés. Cette année-là, il chante à plusieurs reprises sur le plateau de Pascal Sevran dans l'émission La Chance aux chansons. En 2004, il foule à nouveau la scène de l'Olympia, à l'occasion du Festival de la Rose d'or aux côtés notamment de Julie Pietri,

Daniel Guichard, Nicole Croisille et Michel Mallory. En 2006, il participe à la première saison d'Âge Tendre, la tournée des idoles, avec laquelle il parcourt les plus grandes salles de France, de Belgique et de Suisse jusqu'en février 2007, devant plus de 400 000 spectateurs. En 2008, il participe à la première croisière de cette même tournée [source secondaire souhaitée], qui réunit sur le MSC Fantasia plus de 30 artistes et de 4 000 personnes sur la Méditerranée pendant huit jours. Il poursuit ensuite ses concerts solos, accompagné de ses musiciens. En 2010, il lance un nouveau spectacle, Ce soir, on improvise, avec ses amis François Deguelt et Nicole Rieu, avec qui il parcourt la France. Le 3 février 2013, il est invité par Alain Turban à se produire à l'Olympia, lors du concert de ce dernier. En 2014, à l'occasion de ses 80 ans, il publie une compilation intitulée Quatre fois 20 ans, dans laquelle figure une chanson inédite, du même titre que l'album, écrite par Didier Barbelivien. En 2017, s'inspirant du trio Les Vieilles Canailles, il crée

avec ses amis Alain Turban et Jean Sarrus le trio musical Les Vieilles Frippouilles, qui sillonne la France avec un spectacle musical et humoristique. En novembre de cette même année, il participe à nouveau à la croisière Âge Tendre. En septembre 2019, il chante dans le cadre des Virades de l'espoir aux côtés de Heifara Fenua et du chanteur Ponpon, dans le parc de Vals-les-Bains en Ardèche où il réside. En 2020, il apprend qu'il est atteint d'un cancer. En février 2020, il participe au spectacle La Nuit de la Déprime, créée par Raphaël Mezrahi, aux Folies Bergère, aux côtés notamment d'Eddy Mitchell, Vianney, Maxime Le Forestier, Olivia Ruiz, ou encore Les Chevaliers du Fiel. Le 30 octobre 2020, à l'occasion de ses 60 ans de carrière, Gilles Dreu sort un nouvel

album, Le Comptoir des amis. Ce dernier est composé de chansons inédites, chantées en duo avec certains de ses amis comme Serge Lama, Gérard Lenorman, Didier Barbelivien, Pierre Billon, Stone, Fabienne Thibeault, Frédéric Zeitoun, Alain Turban, Jean-Paul Cara, David-Alexandre Winter, Marcel Amont, ainsi que Ciramarios. Le 8 avril 2022, il s'engage auprès de l'association "Victimes du COVID-19" et de son président Lionel Petitpas pour soutenir la demande d'une journée de deuil national, afin d'honorer la mémoire des défunts du virus.

Gilles Dreu est mort dans la matinée du mardi 7 janvier 2025, à l'âge de 90 ans, d'un cancer, dans sa maison à Vals-les-Bains (France, en Ardèche).

**Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses**

Récupéré N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu  
Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28  
e-mail: patrie006@yahoo.fr  
Casier N° 60 / M.P.

**Impression**  
Groupe de presse L'Union  
Tirage: 2500 exemplaires

**Directeur de la Publication**  
Hugue Eric JOHNSON

**Directeur de la Rédaction**  
Jean AFOLABI

**Rédaction**  
Sylvestre D.  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA  
Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO

**Service photographie**  
Roland OGOUNDE

**Dessin-Caricature**  
LAWSON Laté

**Graphisme**  
Guillaume BOGLA

**Service photographie**  
Roland OGOUNDE

**Dessin-Caricature**  
LAWSON Laté

**Graphisme**  
Guillaume BOGLA



# COMPÉTITIVITÉ COMMERCIALE

## Le Togo plus compétitif sur les marchés régionaux, avec 66,9 points sur 100

Late Pater

D'après la Note politique de l'Observatoire de la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest, le Togo possède un potentiel économique non négligeable grâce à sa position géographique stratégique et à ses ressources naturelles mais il fait face à plusieurs défis qui entravent sa compétitivité commerciale (capacité concurrentielle) sur le marché international. Son indice de compétitivité sur les marchés régionaux et continentaux a diminué de plus de 1,5 point au cours des quatre dernières années. La Note a exploré les défis découlant des données de l'Observatoire et proposé des approches de solutions. Pour les performances de la compétitivité commerciale, l'Observatoire a identifié 42 indicateurs de performance et 72 indicateurs de moteurs déterminant la compétitivité commerciale. Et pour faciliter l'analyse, chaque indicateur est classé sur une échelle de 0 à 100. Le pays africain ayant la valeur la plus faible pour un indicateur depuis 2018 reçoit un score de 0, tan-

dis que le pays ayant la valeur la plus élevée depuis 2018 reçoit un score de 100.

Les exportations du Togo au sein de la sous-région et au niveau continental ont connu une baisse entre 2014 et 2015, passant de 540 millions de dollars à 447 millions de dollars pour les exportations régionales et de 608 millions de dollars à 507 millions pour celles continentales. Cette tendance baissière a été inversée entre 2016 à 2023 avec une reprise marquée par des taux de croissance respectifs de 17% et 26% pour les exportations continentales et régionales. En 2017 et 2020, les exportations ont connu une légère baisse. Selon Trade Map, la valeur des produits transformés exportés à l'échelle mondiale (soit 5,80 millions de dollars) dépasse celle des produits exportés au niveau régional, qui s'élève à 4,63 millions de dollars. Ceci explique la tendance haussière de l'indice des exportations mondiales. A la date du 8 janvier 2025, le Togo se montre plus compétitif sur les marchés régionaux que sur les marchés mon-

diaux et continentaux, avec un score de **66,9 sur 100** sur les marchés régionaux contre **51,4 sur 100** sur les marchés mondiaux et **51,7 sur 100** sur les marchés continentaux. Dans le même ordre, le score moyen en Afrique de l'ouest est de 52,4, 41,3 et 39,6. Le Togo se situe au-dessus de la moyenne de l'Afrique de l'ouest dans toutes les composantes de la compétitivité sur les *marchés régionaux* évaluées par l'Observatoire de la compétitivité, en obtenant 68,4 sur 100 en Commerce qui regroupe les exportations par habitant, les exportations par habitant hors industries extractives, la balance commerciale et le commerce par PIB ; 77,7 en Diversification (diversification des produits, diversification des produits hors industries extractives, diversification des marchés et diversification des marchés hors industries extractives) ; 46,4 en Valeur ajoutée qui rassemble les exportations semi-transformées et transformées, les biens avancés exportés et la valeur unitaire relative ; et 75,1 en Stabilité (produits exportés de manière



continue (basée sur le nombre de produits), produits exportés de manière continue (basée sur la valeur des produits) et résilience à l'exportation). Les produits exportés de manière continue (basé sur la valeur des produits) constitue la force du Togo. Le score dans cet indicateur est 97,4 sur 100, légèrement en dessous de la moyenne de l'Afrique de l'ouest qui a 98,3. La diversité est l'autre point fort du Togo, se distinguant par la diversification des marchés et la diversification des marchés hors industries extractives respectivement avec un score de 85,4 sur 100 et 85,5 sur 100, soit 30 points de plus que la moyenne de l'Afrique de

l'ouest. Le score élevé du commerce est dû aux exportations par habitant. Sur les *marchés continentaux*, les scores du Togo sont aussi au-dessus de la moyenne. Mais, dans toutes les composantes de la compétitivité sur les *marchés mondiaux*, la valeur ajoutée reste un défi à relever plus précisément au niveau du faible score des biens avancés exportés (0 point) et de valeur unitaire relative (4 points) qui sont la principale cause de cette performance inférieure à la moyenne (18,3 contre 18,5). L'Afrique de l'ouest est globalement faible dans ce sens.

A fin 2023, le pays a exporté essentiellement des produits transfor-

més, avec **72,61%** destinés à l'Afrique de l'ouest, **71,79%** à l'Afrique et **17,89%** au reste du monde. Il ajoute de la valeur à ses produits bruts avant de les exporter (**26,76%** et **26,84%** de produits semi-transformés contre **0,62%** et **1,37%** de produits bruts vers l'Afrique de l'ouest et l'Afrique), traduisant sa politique de développement du tissu industriel et celle de la création d'emplois et de réduction de la pauvreté. Ces exportations impacteront positivement le produit intérieur brut (PIB).

L'Observatoire a analysé quatre principaux moteurs de compétitivité commerciale : la politique commerciale, les infrastructures, l'environnement économique et le développement durable. L'indice de politique commerciale et l'indice de politiques commerciales ont augmenté de plus de 1,5 point au cours des quatre dernières années. Dans l'indice de l'environnement économique, la composante «environnement macroéconomique» est sur une tendance baissière au cours des quatre dernières années, expliquée par une diminution des indicateurs «temps pour créer une entreprise» et «stabilité du taux de change». Entre-temps, des initiatives ont permis d'améliorer le temps de création avec la digitalisation qui a permis une réduction considérable du délai de création des entreprises (initialement de 95 jours, le temps pour créer une entreprise au Togo est réduit à moins de 24 heures et à moindre coût avec possibilité de créer en ligne). Enfin, dans l'indice développement durable, les composantes «innovation», «gestion des ressources naturelles» et «capital humain» ont connu des diminutions de plus de 1,5 point au cours des quatre dernières années dans différentes indicateurs. Il existe une marge d'amélioration significative, indique la Note Politique de l'Observatoire.

En rappel, l'Observatoire est un outil de surveillance de la compétitivité commerciale des pays d'Afrique de l'ouest et de la région. Il aide les décideurs politiques à définir des politiques qui favorisent la compétitivité commerciale et le développement des chaînes de valeur, et soutient les entreprises locales, en particulier les petites et moyennes entreprises, à s'intégrer et à participer aux chaînes de valeurs régionales. Il a été créé dans le cadre du Programme de la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP) et est mis en œuvre par le Centre du Commerce International (ITC), sous la coordination de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et avec le soutien de la Commission européenne.

## FILIÈRE RIZ AU TOGO

### Le document de cartographie des acteurs validé

F. Woussou

Selon le document de cartographie des acteurs de la filière riz qui vient d'être validé par le gouvernement, les régions des savanes (plainte de l'OTI), centrale (Sotouboua) et des plateaux (Amou, Kpélé, Est Mono, Moretan...) sont les grandes zones de production de la céréale. Certains Clusters (systèmes organisés et finalisés) dans la région maritime comme Kovié, Agome Glozou y sont également mentionnés. C'est à l'issue de deux jours de travaux à Lomé que le document a été adopté, travaux couplés à la mise en place des organes de la section nationale de l'observatoire du riz de la Cedeao.

La stratégie rizicole de la CEDEAO «Offensive riz» a été lancée en 2014 dans le but d'engendrer une relance durable et soutenue de la riziculture en Afrique de l'Ouest et d'apporter un soutien aux stratégies nationales de développement rizicole des États membres en vue d'atteindre l'autosuffisance en riz d'ici 2025. Le bureau national du conseil consultatif est présidé désormais KONSANA Balintiya, Président du Réseau national des producteurs des semences certifiées (RNPS). Il est aidé dans sa tâche par le Secrétaire général KAWOLE Badabaka (Directeur rizerie Binah). M. MORTEY Mawutodji (ECOBANK-TOGO) est le Trésor-



rier général.

Au Togo, la filière rizicole est stratégique avec une demande de plus en plus croissante dépassant de loin les capacités de l'offre locale qui ne couvre que 32% de la demande intérieure, la valeur des importations du riz en 2023 au Togo étant estimée à plus de 43 milliards de FCFA, selon les données de l'INSEED. Il est donc nécessaire de consolider les acquis et accélérer le processus de transformation structurelle du secteur agricole pour une augmentation des productions et une meilleure valorisation des produits agricoles. « **Dans le secteur agricole, la filière riz figure en bonne place parmi les filières stratégiques au regard de son potentiel de création de richesse, d'emplois, de son rôle dans la sécurité alimentaire et sa potentielle contribution à l'équilibre de la balance commerciale** »,

a déclaré le secrétaire général du ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural M. TEZIKE Madadozi.

En lien avec l'axe 2 la feuille de route gouvernementale, qui veut faire de l'agriculture un véritable moteur de croissance et de création d'emplois, l'assurance d'une sécurité alimentaire pour tous est l'une des priorités du Gouvernement togolais à travers le ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural qui met en œuvre par le biais du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP), des actions au bénéfice des populations rurales, notamment les acteurs intervenant sur toute la chaîne de valeur agricole.

Aussi, en 2024, La Chambre de commerce et d'industrie du Togo

(CCI-Togo) a lancé le Projet d'appui à la valorisation du riz togolais (PAVRIT) pour soutenir le développement de la filière rizicole. Le projet sera concentré sur la promotion de la consommation de riz local. Il repose sur deux axes majeurs. D'une part, il offre un soutien technique et financier aux producteurs locaux de riz, et d'autre part, il vise à renforcer les liens entre les différents acteurs de la chaîne de valeur rizicole au Togo.

Dans sa phase opérationnelle, le projet devra mettre un accent particulier sur la sensibilisation des acteurs de la filière et encourager des initiatives de plaidoyer visant à limiter les importations de riz par des mesures réglementaires. Selon José Kwassi Symenouh, président de la CCI-Togo, l'ambition de ce projet est de faire du riz produit au Togo, un produit de qualité, apprécié sur le marché local et compétitif

à l'international.

On peut aussi citer le projet OCOP-TOGO lancé en 2023 qui couvre les zones à fort potentiel de production de riz, mettant en œuvre des technologies vertes dans différentes régions du pays. Il permettra d'accompagner les producteurs, les coopératives d'élevage du riz pour faire une production verte, une transformation verte et un marketing vert. Il prévoit de renforcer les capacités techniques et organisationnelles des acteurs de la filière, apporter un appui en petits équipements et machines agricoles aux coopératives de production et de transformation, promouvoir les bonnes pratiques de production et de transformation du riz...

Selon le ministère chargé de l'agriculture, la production du riz au Togo a connu une hausse de 3,8% entre 2021 et 2022. Plus spécifiquement, le riz paddy a atteint 171,8 mille tonnes en 2022, comparés à 165,5 mille tonnes en 2021, portée par le riz des bas-fonds (55%) et le riz de type pluvial (34%). Cependant, cette production ne couvre que 30% des besoins des populations. L'ambition des autorités est de porter la production à 1 115 087 tonnes à l'horizon 2030 pour pouvoir satisfaire totalement la demande intérieure et procéder à des exportations. « **Pour booster cette production du riz, il est nécessaire d'intensifier la mise en valeur des bas-fonds et de promouvoir la production irriguée (11%) pour un rendement moyen de (4,7t/ha)** », fait-on savoir au ministère de l'agriculture.



## PROJET DE LUTTE CONTRE LES GROSSESSES DES ADOLESCENTES (ATBEF)

## Baisse de 80% dans les établissements et communautés cibles

F. Woussou

Le projet « approches multisectorielles et transformatrices des rites et initiations pour les droits en santé sexuelle et de la reproduction des adolescentes (PPGP2) vient de prendre fin. Mis en œuvre par l'Association togolaise pour le bien-être familial (ATBEF) avec l'appui financier du Centre de recherche pour le développement international (CRDI), il se voulait une réponse innovante de promotion de l'égalité des genres et de protection des jeunes filles contre les grossesses précoces au Togo. Et c'est un succès, au vu des résultats obtenus dans 250 collèges de 50 communes du Togo avec une baisse de plus de 80%, le cas des grossesses dans les établissements et communautés ciblées.

Expérimenté dans sa première phase entre 2018 et 2021 avec 15 collèges d'enseignement général avec des approches multisectorielles pour prévenir les grossesses précoces au sein des collèges du Togo, le projet a contribué à une diminution de 60% des cas de grossesses d'adolescentes dans ces collèges. Mis à

l'échelle dans 50 communes des régions Maritime, Plateaux, Kara et Savanes, pour la période 2021-2024, il ambitionnait de réduire d'au moins 50% la prévalence des grossesses des adolescentes. A l'heure du bilan, les résultats ont dépassé les espérances avec la réduction de plus de 80% de cas des grossesses dans les établissements et communautés ciblées, même si des efforts restent à fournir dans certains milieux (dans la commune de Kozah3, les statistiques dressent un bilan total de 23 grossesses en milieu scolaire en 2021(début) contre 15 en 2024 (fin) soit une diminution de 8 %).

A en croire le chef de ce projet, Dr. Selom Komlan Nossoukpoé, entre janvier 2018 et juin 2021, on est passé d'une moyenne de 10 cas de grossesses au sein des établissements ciblés à moins de 2 cas. On cite volontiers d'exemple le CEG Kéto (Binah) qui, avec plus de 1200 élèves inscrit dont 652 filles, n'a enregistré aucun cas de grossesse au cours de l'année académique 2020-2021. « **C'est avec beaucoup de satisfaction que nous avons constaté qu'entre 2021 et février 2024, dans les 250 collèges touchés**



Séance de sensibilisation des élèves (Archives)

**le long du territoire, nous sommes passés de 993 cas de grossesses à 192 cas ; soit une réduction de 80% des cas de grossesses dans ces établissements** », a déclaré Nossoukpoé.

Les principales activités de ce projet ont trait au renforcement de la responsabilité parentale par l'éducation, l'accès aux informations et aux services intégrés de santé sexuelle et de la reproduction par les jeunes, la dénonciation et le traitement approprié des cas de violences basées sur le genre, notamment les violences sexuel-

les dont sont victimes les adolescentes, la compréhension et la transformation dans l'organisation et le déroulement des rites et initiations etc...

Selon l'ATBEF, les activités réalisées entre 2018 et 2024 ont été, entre autres, le renforcement de capacités des prestataires de soins sur l'offre des services conviviaux adaptés aux jeunes, la formation des enseignants sur l'éducation sexuelle complète, la formation et le fonctionnement effectif des comités scolaires et communautaires de prévention des grossesses

précoces. Il y a eu également le renforcement des dispositifs communautaires à travers les chefs traditionnels et les autres leaders influents dans les localités du projet.

L'approche multisectorielle utilisée a permis donc de mettre en évidence la réduction significative de la prévalence des grossesses en milieu scolaire et extrascolaire à travers la synergie d'action entre les secteurs de l'enseignement, de la santé, de la justice et des chefferies locales. L'action des comités appropriés mis en place et formés

à cet effet a été saluée.

A la réunion-bilan des activités organisée par l'Association togolaise pour le bien-être familial (ATBEF), dans la ville d'Atakpamé, le responsable du projet a félicité les acteurs impliqués pour le travail abattu sur le terrain et invité chacun à poursuivre cette lutte pour le bien-être des enfants surtout des jeunes filles. Les travaux ont été essentiellement marqués par les exposés-débats, des travaux de groupe, des partages d'expériences et l'identification des stratégies à mettre en œuvre pour trouver une solution durable à la problématique de grossesses précoces et violences sexuelles.

Au Togo, la lutte contre les grossesses en milieu scolaires et d'apprentissages a été accrue ces dernières années au vu des chiffres alarmants recensés. En 2022, on recensait plus de 2474 cas de grossesses enregistrés dans les collèges et les lycées au Togo. Des campagnes nationales de sensibilisation sur les grossesses précoces et les violences à caractère sexuel en milieu scolaire se mènent régulièrement dans les établissements scolaires du pays pour réduire sensiblement ces chiffres.

## OPÉRATION « KÉLIGOU » DE SÉCURISATION DES FÊTES DE FIN D'ANNÉE

## L'heure du bilan

Eric J.

6 903 personnes ont été contrôlées, parmi lesquelles 151 ne disposaient pas de pièces d'identité et ont été interpellées. C'est l'un des bilans de l'opération "Kéligou" lancée par le ministre de la sécurité et de la protection civile afin de garantir la paix et la sécurité avant, pendant et après les fêtes de fin d'année.

Selon le colonel Kedewouli Essodong, commandant de la force «Kéligou, on retient aussi la saisie de 73 motos sans documents justificatifs, ainsi que 119 véhicules contrôlés, dont 86 hors-gabarit envoyés en fourrière. En ce qui concerne la circulation routière, la force a recensé 45 accidents qui ont fait 6 morts et 70 blessés. « **Du carburant frelaté a été confisqué, tout comme 2 armes artisanales, 20 armes blanches, et plusieurs coupe-coupes** », a déclaré Kedewouli Essodong. L'officier de gendarmerie a indiqué aussi l'arrestation de deux (02) présumés braqueurs en cavale à Kévé, dans la préfecture de l'Avé, suite à leurs activités criminelles.

Pour cette opération "Kéligou", 5 590 agents des forces de l'ordre et de sécurité, issus des corps de la police et de la gendarmerie nationale, les sapeurs-pompiers, le corps des eaux et forêts, les douanes, l'agence nationale de la protection civile, l'agence nationale de la cyber sécurité, ont été mobilisés

sur toute l'étendue du territoire. « **Ces actions incluent des opérations de contrôle de zones, des patrouilles de jour comme de nuit, des contrôles d'identité, des inspections routières, ainsi que des interpellations pouvant aboutir à des mesures de garde à vue** », fait-on savoir au ministère de la sécurité et de la protection civile.

Il est dit que d'importants moyens logistiques ont été également déployés pour soutenir la force. Il s'agit de 238 motos, de 162 véhicules légers et des centaines de moyens de communications (Motorola).

A l'occasion de la cérémonie d'échanges des vœux du nouvel an avec son administration, le ministre de la sécurité et de la protection civile Calixte Madjoulba, a fait observer que l'année 2025 commence dans un contexte de profondes mutations institutionnelles et sociétales pour notre pays, posant de réels défis à relever pour la sécurité intérieure.

En effet, l'opération "Kéligou" répondait fondamentalement sur un appel à la vigilance de toutes les composantes socio-professionnelles du pays et un déploiement exceptionnel des forces de sécurité intérieure, tous corps confondus, afin de répondre aux défis inhérents à un contexte sécuritaire sous-régional de plus en plus volatile et de garantir à tous une célébration des fêtes dans la quiétude et la sérénité.

En effet, le ministère de la sécurité et de la protection civile reconnaît



Le ministre Madjoulba félicitant le Colonel E. Kedewouli, Cdt de l'opération "Kéligou"

que ces dernières années, le pays fait face à des préoccupations liées à la montée des menaces transnationales, l'extrémisme violent, la criminalité transnationale organisée, entretenue par des groupes armés. « **Ces menaces viennent s'ajouter à la criminalité classique caractérisée par des actes**

**de grand banditisme, de braquages, de cambriolages de domiciles et de vols à mains armées et des trafics en tous genres sans oublier la délinquance routière qui continue de causer des pertes en vies humaines et des dégâts importants** », reconnaît-on au MSPC.

Par ailleurs des sinistres, des accidents domestiques et incendies d'origine électrique surviennent en ces périodes de fêtes d'années (cette année, ce sont les marchés d'Adidogomé et d'Amou-Oblo qui ont connu des incendies partiels) à la suite de pannes électriques, de l'usure des câbles et

autres matériels électriques et électroniques, de l'utilisation d'appareils électriques et électroniques défectueux, de surcharge ou de défectuosité des circuits électriques provoquée par des extensions électriques de fortune. Le climat de sécheresse que connaît le Togo dans cette période (harmattan), des départs de feu provoqués par des pratiques agricoles basiques, des feux de brousse mal maîtrisés ou des mégots de cigarette jetés négligemment peuvent se propager très rapidement et menacer les vies humaines, les biens, ainsi que les forêts et les espaces naturels généralement dans les zones rurales et périurbaines.

Enfin, il faut ajouter les effets pervers des progrès technologiques et de l'amélioration du taux d'accès à l'internet ne sont pas à exclure. « **Dans ce contexte, les forces de défense et de sécurité doivent prendre toutes les mesures nécessaires visant à anticiper et à contrer les menaces potentielles** », soutient-on au MSPC.



# ORA 2024

Opération rentrée assurée

LES PLUS BAS PRIX EN GROS ET EN DETAILS

Commande par sms et WathsApp au 93 70 52 94

Matériels de bureau - Fournitures scolaires - Livres - Bureautique - Informatique

Agoé sur le contournement, 3 mn à la descente du pont d'Agoé en direction de CIMT060, à côté de l'agence CEET Kégué en face de la station JNP



## FOOTBALL/CHAN 2024/

## La FTF réclame l'équité sportive

Le Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) 2024 suscite de vives polémiques. Alors que le tirage au sort approche, la Confédération Africaine de Football (CAF) se retrouve face à un dilemme : comment compléter le tableau final de la compétition, marqué par de nombreux forfaits ?

Hervé A.

Initialement prévu pour accueillir 19 équipes, le CHAN 2024 ne compte actuellement que 17 qualifiées en raison des forfaits de plusieurs nations nord-africaines, dont la Tunisie, la Libye et l'Égypte. Pour pallier ces absences et rééquilibrer les forces en présence, la CAF envisage une solution pour le moins inattendue : inviter l'Algérie à participer à la compétition.

L'Algérie, finaliste de la dernière édition, avait pourtant annoncé son retrait des éliminatoires. Cependant, face à la situation actuelle, la CAF aurait sollicité la Fédération Algérienne de Football (FAF) pour reconsidérer sa décision. Pour permettre le retour des Fennecs, l'instance envisage d'organiser un mini-tournoi qualificatif regroupant plusieurs sélections U20. Les deux meilleures équipes de ce tournoi rejoindraient l'Algérie pour former un groupe final.

Cette décision de la CAF soulève de nombreuses questions. Est-il équitable de permettre à l'Algérie de participer à la

compétition sans avoir disputé les éliminatoires, alors que d'autres nations se sont battues pour se qualifier ? De plus, la préparation dans un délai aussi court d'une équipe compétitive semble complexe, notamment pour l'Algérie qui a récemment connu des difficultés au niveau des jeunes catégories.

La Fédération Togolaise de Football (FTF) s'est d'ailleurs exprimée, mardi, sur cette question, exprimant ses inquiétudes quant à l'équité sportive. Dans une lettre adressée à la CAF, la FTF a demandé des clarifications sur les critères de sélection des deux derniers qualifiés, soulignant l'importance de respecter le principe de l'équité sportive. " La FTF estime qu'il est essentiel que ces deux places reviennent à des pays ayant activement participé aux éliminatoires. En effet, tous les pays engagés dans ces éliminatoires ont investi d'importants moyens humains et financiers, et ont ainsi démontré leur engagement envers cette compétition ", a écrit le président Kossi Akpovy à la CAF.

" En conséquence, la FTF s'inquiète de l'éventualité de voir des pays qui n'ont



pas participé aux éliminatoires être qualifiés pour la phase finale. Une telle décision serait contraire au principe d'équité sportive et pourrait remettre en question la crédibilité de la compétition", conclut-il.

La décision de la CAF aura un impact significatif sur le déroulement du CHAN 2024. Un retour de l'Algérie pourrait relancer l'intérêt pour la compétition, mais il pourrait également créer des tensions et des débats. Les prochaines

semaines s'annoncent donc décisives pour l'avenir de cette épreuve continentale.

En résumé, la CAF se trouve face à un dilemme : privilégier l'équité sportive en respectant les règles établies ou favoriser une solution pragmatique pour sauver une compétition en difficulté ? La décision qui sera prise aura des répercussions importantes sur le football africain.

## D1 LONATO | 5EME JOURNEE/

## Analyse et enjeux des matchs du week-end

La cinquième journée de la D1 LONATO s'annonce déterminante pour la suite du championnat. Avec un Doumbé FC en pleine confiance face à l'invincible Entente II, des "Kondona" d'ASKO en quête de relance, et l'Étoile Filante qui affronte un AS Binah ambitieux, les enjeux sont multiples. Entre des équipes cherchant à redresser la barre et d'autres bien décidées à confirmer leur statut, chaque rencontre promet son lot de surprises.

Rester sur une dynamique positive, c'est le leitmotiv d'Hassan Traoré, coach de l'équipe de Mango, qui surfe sur une victoire et un nul lors des deux dernières sorties. La remontada réalisée face à l'Étoile Filante lors de la 3<sup>e</sup> journée à domicile servira de stimulant pour infliger à l'Entente II sa première défaite de la saison. Le leader, quant à lui, dégage une impression de solidité avec une défense irréprochable (0 but encaissé en 4 matchs). Le suspens est à son comble.

Les jaune et noir sont rentrés bredouilles de leur déplacement à Lomé le week-end dernier face à l'Étoile Filante (0-0). Adam Musa, Tchakei Moucheri et Denis Abalo devront afficher un tout autre visage pour décrocher une victoire et enfin lancer leur saison. Les "Kondona", attendus parmi les favoris de la compétition, doivent prouver leur statut. En face, Unisport de Sokodé se positionne en trouble-fête, avec Salifou Kossigan dans la peau du sau-

veur du club de Kouloundé cette saison.

Tambo de son côté, a enfin lancé sa saison avec une victoire étriquée sur le littoral face à Gbohloé-Su. Après une série de trois matchs sans succès (2 défaites, 1 nul), les Flèches Pimentées ont bien réagi. Sur leurs installations à Atakpamé, l'AS Tambo affronte une équipe de l'ASCK tenue en échec par Gomido (0-0) dimanche dernier à Kara. Akoro Bilali, Glo Marius et Arnaud Komlavi sont conscients de l'enjeu et devront cravacher dur pour décrocher un deuxième succès cette saison, après celui inauguré le 14 décembre.

Gomido vs AS OTR. Un duel entre deux formations en quête de renouveau. Les Show Boys, dont l'effectif a été sérieusement remanié, ont l'obligation de se surpasser pour s'imposer. Sous le capitanat de Ouro Gafo Souleymane, les joueurs n'ont plus droit à l'erreur et doivent rassurer leur public. Du côté de l'AS

OTR, Bruno Avotor, fer de lance et buteur décisif lors de leur première victoire cette saison, sera une nouvelle fois surveillé de près par la défense de Jean-Paul Abalo, encore fragile en ce début de championnat.

Espoir vs AS Gbohloesu. Les deux équipes restent sur une défaite par le même score (1-0) lors de leur dernier match. Corriger le tir est désormais la priorité pour les deux camps. Tsé Gbedemah, coach des Requins Males, se rend dans le Zio avec l'intention de ramener un meilleur résultat, en s'appuyant notamment sur Thomas Wogodo. Par ailleurs, ce match marquera des retrouvailles entre Théophile Bola, désormais à la tête d'Espoir FC, et son ancienne formation des Lacs.

Étoile Filante vs AS Binah. Les amateurs de football seront nombreux à se déplacer pour suivre cette confrontation. En plus des performances attendues des

bleus de la capitale tels que Lucien Naasou, Abbuy Thierry et Famiou Djamah, l'équipe de l'AS Binah, dirigée par Bonfoh Arimiayao, attirera la curiosité. Adeptes du 4-2-3-1 et du 4-3-3, les visiteurs débarquent dans la capitale avec ambition, cherchant à enchaîner une quatrième victoire consécutive. Un match placé sous le signe du suspense.

Certains jours, rien ne va. C'est le cas de Ouadja Lantame et de son équipe, avec trois défaites en autant de matchs, une situation inédite dans la carrière de l'entraîneur. Mettre fin à cette spirale négative sera la mission du capitaine Laré Kanfité et de Kwadjo Akakpo, qui devront élever leur niveau de jeu face aux académiciens, récemment promus en division d'élite et défaits 1-0 par l'AS Binah. Jules Aziamalé et Claude Klidjé auront à cœur de redonner le sourire à leurs supporters, qui devraient se déplacer en grand nombre au municipal de Lomé.

## OLYMPISME/

## Tony Estanguet, le retour du fils prodigue

Une page se tourne. Tony Estanguet a rendu son tablier de patron du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 avec le passage à l'année 2025.

" Je pensais avoir tout vécu en tant qu'athlète et finalement j'ai vécu la plus belle aventure de ma vie, confiait-il au micro d'Europe 1 avant les fêtes. J'ai tellement appris, je ne suis plus le même homme qu'avant. " Mais comment rebondir et entretenir la flamme après avoir accompli une telle mission ? Le triple champion olympique de canoë devrait revenir au CIO, une institution qu'il connaît maintenant comme sa poche.

Son nom a été plusieurs fois cité comme ministre des Sports au sein du gouvernement français. Fort de la réussite des Jeux, Estanguet jouit d'une côte de popularité qui ferait pâlir n'importe quel homme politique de l'Hexagone. Le président de la République Emmanuel Macron lui promet d'ailleurs " un très grand avenir ". L'ancien césiste a échangé avec le locataire de l'Élysée et avec son Premier ministre de l'époque,



Michel Barnier, mais a finalement décliné. " Ce n'est pas là où j'ai envie de m'impliquer. Il paraît qu'il ne faut jamais dire jamais, mais en ce moment ce n'est pas un centre d'intérêt pour moi ", justifiait-il au micro de France Bleu. " Il y a d'autres façons de servir son pays, et aujourd'hui, je suis plus efficace et utile dans d'autres

milieux que la politique, ajoutait-il sur le plateau de France 2. Le milieu de l'entreprise peut-être, du sport, on verra. J'ai travaillé avec des hommes politiques pendant dix ans, mais aujourd'hui, j'ai l'impression que mon action est ailleurs. "

Au CIO, donc. Le Béarnais sera en effet proposé en tant que membre individuel indépendant de l'institution lors de la fameuse 144<sup>e</sup> session de mars (du 18 au 21), celle qui verra également l'élection du successeur de Thomas Bach. La commission exécutive de l'instance a approuvé sa candidature lors d'un vote par correspondance. Une belle preuve de confiance car Estanguet est le seul à être proposé comme nouveau membre, alors qu'ils sont habituellement cinq ou six dans le wagon. " Monsieur Paris 2024 " fait cependant l'unanimité depuis ses huit années au sein de la commission des athlètes.

" Aujourd'hui, je me sens armé à relever plein de défis, expliquait-il quelques mois en arrière. J'échange avec LA (2028), Milan (2026), Brisbane (2032). J'ai dit aux uns et aux autres que je serais toujours disponible pour partager cette expérience car les Jeux m'ont tellement apporté que j'ai envie d'offrir ma contribution la plus modeste et la plus efficace possible. " Avec son élection, la France compterait cinq membres au sein du CIO, Estanguet rejoignant Guy Drut, Jean-Christophe Roland, David Lappartient et Martin Fourcade. Un sacré tour de force puisqu'aucun autre pays ne pourra se vanter d'une telle représentation - le Royaume-Uni et les États-Unis comptent actuellement quatre membres chacun. La promesse d'un renforcement de la voix française au sein de l'instance. Qui le serait encore plus si David Lappartient était désigné comme président.

## BREVES

## Mustapha Berraf brigue un nouveau mandat

On repart pour un tour ? Président de l'Association des Comités Nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA) depuis 2019, Mustapha Berraf sera candidat à sa propre succession. Sa réélection se jouera lors de l'Assemblée Générale de l'ACNOA prévue les 14 et 15 mars à Alger.

Dans ses vœux, Berraf se félicite justement du dynamisme du mouvement olympique africain avec la création en octobre de l'Association des Confédérations Africaines des Sports Olympiques (CASOL), le développement du programme Olympafrica à destination de la jeunesse et les performances réalisées aux Jeux de Paris 2024, qui " ont apporté des raisons supplémentaires de croire en l'avenir ".

" Ces réussites ont jeté les bases d'une année 2025 encore plus ambitieuse, voire charnière pour le sport africain ", estime-t-il à l'approche des Jeux Africains des Sports Scolaires (en août) et des Jeux Africains de la Jeunesse (en décembre). Les Jeux olympiques de la Jeunesse 2026 à Dakar (Sénégal) et les Jeux Africains 2027 en Égypte seront deux autres échéances majeures du prochain mandat. Aucun autre candidat ne s'est manifesté pour l'heure.

## Ingmar De Vos débute son mandat

L'Association des fédérations internationales olympiques d'été (ASOIF) compte un nouveau président depuis le 1<sup>er</sup> janvier en la personne d'Ingmar De Vos (photo ci-dessus). Elu en avril 2024, le Belge a officiellement pris la suite de l'Italien Francesco Ricci Bitti.

" Je suis profondément honoré de servir en cette qualité pour les quatre prochaines années, a-t-il déclaré à l'occasion de son entrée en fonction. Nos fédérations internationales constituent le fondement du mouvement olympique et le Comité international olympique reconnaît notre rôle essentiel. Maintenir et renforcer le dialogue ouvert et constructif qui a été cultivé ces dernières années restera une priorité essentielle. "

Il a également tenu à saluer son prédécesseur : " Au cours de ses douze années de présidence, la sagesse et le leadership de Francesco ont permis de réaliser des progrès significatifs, notamment en matière de gouvernance. Il a joué un rôle déterminant dans la promotion de la collaboration et de la cohésion entre nos fédérations membres, notamment par la création et le développement des groupes consultatifs de l'ASOIF. "

Président de la Fédération équestre internationale (FEI) depuis 2014 et membre du Conseil de l'ASOIF depuis 2019, Ingmar De Vos affiche de nombreuses casquettes puisqu'il est aussi membre du CIO, où il siège à la commission de coordination pour les Jeux de Los Angeles 2028, la commission des affaires juridiques et la commission de l'égalité des genres, de la diversité et de l'inclusion. Il présidera pour la première fois la réunion du Conseil de l'ASOIF le 22 janvier.

## Vingt-deux postulants pour le titre d'Athlète de l'année

À la fin, il n'en restera qu'un. L'Association internationale des Jeux mondiaux (IWGA) a dévoilé la liste des 22 athlètes et équipes nommés pour le titre d'Athlète de l'année 2024. Chaque candidat a été désigné par sa propre fédération internationale pour ses performances au cours des 12 derniers mois.

La Chine apparaît en force avec quatre représentants : Yaoyao Hu, qui a survolé les Mondiaux de nage avec palmes en ramenant cinq médailles d'or, Mengmei Li (championne du monde de tir à la corde), Xin Tong (championne du monde de taijijian) et le quatuor formé par Xuefeng Ma, Jingwei Shi, Minghe Zhang et Junjie Shi, sacré champion du monde de gymnastique en septembre. Le Canadien Phil Wizard, premier champion olympique de l'histoire du breakdance, figure lui aussi dans la liste.

Les autres postulants sont Sara Lopez (tir à l'arc), l'équipe féminine de softball du Japon, Lucie Marie Kretschmar (beach handball), Mads Brandt Pedersen (canoë), Allison Hoefft et Sydney Martin (cheerleading), Vanita Krouch (flag football), Veera Kauppi (floorball), Isabella Lucchin (fistball), Kristin Tattar (flying disc), Rayimjonov Davlatbek (kickboxing), Lise Van Maldeghem (korfbal), Joey Hadorn (orientation), Alexandra Herrera et Montserrat Mejía (racquetball), Duccio Marsili (roller), Seidou Njimouluh (sambo), Vedriq Leonardo (escalade) et Diego Elias (squash).

Le vote ouvrira le 9 janvier sur le site des Jeux mondiaux et comprendra deux étapes. Le 22 janvier, un premier écrémage sera réalisé : les 10 athlètes ayant recueilli le plus de voix resteront en lice pour le titre et tous les compteurs seront remis jusqu'au 31 janvier, date de clôture du scrutin. Les athlètes classés parmi les trois premiers recevront un trophée et une prime.



## ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES 17 ODD DANS L'UEMOA (SUITE)

## Le contenu que le Togo a transmis

## Late Pater

**ODD 12 : Etablir des modes de consommation et de production durables.** Au Togo, pour réduire l'impact environnemental et social de l'ensemble de la chaîne de valeur des produits fabriqués, le Gouvernement a renforcé, en 2021, sa mesure relative à la baisse des droits de douane sur les véhicules neufs ou d'occasion par l'abattement sur la valeur en douane de 100% pour les motocycles neufs, 50% pour les véhicules de 1 à 2 ans d'âge et 35% pour les véhicules de 3 à 5 ans d'âge.

Les déchets solides seraient de 800 tonnes par jour à Lomé. Au Togo, en ce qui concerne la gestion écologique des déchets en 2021, il a été mis en œuvre plusieurs actions : (i) octroi de quatre (4) autorisations d'enlève-

ment d'ordures à bord des navires au port autonome de Lomé ; (ii) collecte et transfert de 2 250 tonnes d'huiles usagées vers l'extérieur du pays ; (iii) collecte et transport de 200 tonnes d'huiles usagées pour le recyclage au pays ; et (iv) collecte et transfert de 2 500 tonnes de batteries usagées vers l'extérieur du pays.

La mise en œuvre des projets de gestion et de recyclage des déchets et d'autres initiatives de promotion des modes de consommation et de production durables devront permettre d'améliorer considérablement le taux de recyclage national en matière de gestion des déchets solides et liquides et promouvoir les modes de consommation et de production durables d'ici à l'horizon 2025.

**ODD 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter con-**

**tre les changements climatiques et leurs répercussions.**

Pour participer à cet effort mondial de lutte contre les changements climatiques, le Togo s'est engagé à mettre en œuvre des actions en vue de répondre aux risques climatiques majeurs, favoriser la mobilité verte et concrétiser la réforme de la législation environnementale. A cet effet, il s'agira de : (i) définir et mettre en œuvre une réponse aux principaux risques climatiques, à travers des aménagements ciblés (lutte contre l'érosion côtière, élaboration du schéma directeur du Grand Lomé ciblant notamment les zones 52 inondables, du plan de reboisement contre la désertification, du plan de promotion de l'économie bleue) ; (ii) définir et mettre en œuvre un plan de mobilité verte principalement centré sur les transports électri-

ques ; (iii) refonder la réglementation sur la protection des ressources naturelles ; et (iv) limiter la pollution par la mise en place d'une fiscalité verte.

Pour renforcer la résilience des populations face aux changements climatiques, 66 femmes des OSC ont été formées sur les outils d'évaluation de la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques ; 27 acteurs nationaux ont été formés sur les outils d'évaluation de l'atténuation des émissions de GES ; 9 360 parties prenantes ont été sensibilisées sur les aléas climatiques et la résilience aux changements climatiques.

**ODD 14 : Conserver et exploiter, de manière durable, les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable.** Au Togo, en matière de promotion des droits d'accès des pêcheurs aux infrastructures de pêche, il est noté la construction d'un nouveau port de pêche avec des aires de séchage et la création

des groupements de pêcheurs et de mareyeuses. A cet effet, la quantité de poissons dont le niveau est biologiquement viable est passée de 2 700 tonnes en 2018 à 4 000 tonnes en 2021, soit une nette augmentation de 48,2%. Il est à noter également la mise à disposition des cages et équipements et autres, aux pisciculteurs, en vue de soutenir et d'accroître la production locale. L'Etat a procédé à la sensibilisation des communautés de pêcheurs sur les bonnes pratiques et la pollution marine.

Pour gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, le Gouvernement a axé ses priorités, d'une part, sur la gestion et la protection durable des écosystèmes marins et côtiers ainsi que la réglementation de la pêche, et d'autre part, sur la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes. Dans la mise en œuvre des instruments interna-

tionaux, le Togo compte combattre la pêche INN et promouvoir l'économie bleue.

Pour dynamiser le secteur maritime, le Togo a opté, en octobre 2020, pour la création d'un ministère dédié à l'économie maritime, la pêche et la protection côtière. De nombreuses associations et ONG se sont mobilisées pour la protection des espèces marines au Togo principalement les tortues de mer.

En matière de protection durable de l'environnement marin et côtier, le Togo met en œuvre un programme régional de gestion intégrée du littoral et de lutte contre l'érosion côtière (WACA). La proportion de côtes protégées contre l'érosion côtière est passée de 41,7% en 2017 à 42,34% en mars 2022, pour une cible de 90% en 2025 (FDR, 2020) et, sur la même période, le linéaire de côte protégée est passé de 21 170 m en 2018 à 22 270 m en 2021.

A suivre...

## TROISIÈME ÂGE AU TOGO

## Des initiatives pour une vieillesse épanouie

## Etonam Sossou

En 2010, les personnes âgées représentaient 5,6 % de la population togolaise. Ce pourcentage connaît une progression notable, avec une estimation de 12 % en 2025, témoignant d'un vieillissement de la population. Face à cette évolution démographique, le gouvernement togolais a multiplié les initiatives pour répondre aux besoins spécifiques des aînés et garantir leur bien-être.

Pour se conformer aux recommandations du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, plusieurs actions ont été mises en place. Parmi elles, la création d'une Direction des personnes âgées et le soutien au Conseil national consultatif des personnes âgées, avec des démembrements dans toutes les préfectures du pays. Ces structures visent à renforcer l'implication des aînés dans les processus de prise de décisions à tous les niveaux et à favoriser leur participation active à la vie nationale. Le gouvernement a également œuvré au renforcement de la sécurité sociale via la Caisse de retraite du Togo (CRT) et la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), permettant ainsi aux retraités de l'administration publique et du secteur privé d'accéder à des prestations adaptées. En complément, l'Institut national d'assurance maladie (INAM) facilite l'accès aux soins de santé pour les retraités de l'administration publique.

## Espaces de détente et droits renforcés

L'épanouissement des personnes âgées passe également par des initiatives sociales, telles que



la construction de centres de détente et de loisirs pour les personnes âgées. Un centre est déjà opérationnel à Dapaong, tandis que d'autres projets similaires sont en cours à Kara et à Lomé. De plus, le gouvernement a intégré des dispositions légales dans le Code des personnes et de la famille pour renforcer les droits des parents démunis, leur garantissant notamment un accès à une pension alimentaire. Ces mesures offrent une plus grande sécurité aux aînés vulnérables.

Le vieillissement de la population ne représente pas seulement un défi, mais également une opportunité. Les personnes âgées jouent un rôle fondamental dans la société togolaise. Elles apportent leur soutien psychologique aux familles, prodiguent des soins aux enfants, participent au règlement des conflits familiaux et assurent la transmission des valeurs culturelles et sociales.

De plus, leur expertise et leurs connaissances constituent un vivier précieux pour renforcer les capacités des jeunes générations et contribuer aux actions communautaires. En outre, leur implication croissante dans la force de

travail rémunéré ajoute une valeur économique significative.

## Sensibilisation et défis à relever

Cependant, des défis subsistent. Le gouvernement intensifie ses efforts pour informer et sensibiliser les personnes âgées sur les stratégies visant à garantir une vieillesse saine, active et épanouie. À cet effet, des guides pratiques ont été diffusés à travers le pays, notamment : Le guide « Vieillir en bonne santé : quelles précautions à prendre » ; Le guide actualisé du retraité : du début de la carrière à la retraite.

Ces outils fournissent des informations et des conseils pour une meilleure préparation à la vieillesse et un accès optimal aux droits et opportunités offerts par les institutions.

Dans un monde marqué par un vieillissement accéléré, le Togo s'emploie à accorder une attention particulière à ses aînés. Le gouvernement, avec l'appui des partenaires nationaux et internationaux, entend continuer à développer des politiques inclusives pour faire de la vieillesse une période épanouissante et valorisée.

En un clic,  
payez votre  
TVM  
par



sur l'application

OTR TVM

Disponible sur Google Play



As-tu déjà payé ta TVM ? Non ? alors dépêche-toi de le faire avant le 31 Mars 2024 !

Tu peux la payer partout où tu te trouves et à n'importe quelle heure via l'application "OTR TVM" disponible sur #playstore ou dans toutes les divisions des impôts sur toute l'étendue du territoire. Vous pouvez désormais le faire aussi via TMoney ou Moov Money.



FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg



CES ENFANTS ACCROS AUX ÉCRANS

Un phénomène qui divise

**Etonam Sossou**

Au Togo, l'utilisation des écrans par les enfants est en constante augmentation. Téléphones, tablettes, télévisions et ordinateurs occupent désormais une place centrale dans le quotidien des jeunes. Si certains parents et experts y voient un outil d'apprentissage et d'éveil, d'autres s'alarment des effets néfastes de cette exposition excessive.

**Une révolution numérique à double tranchant**

Avec la démocratisation des smartphones et l'accès grandissant à Internet, les écrans sont devenus presque inévitables. Koffi, père de trois enfants à Lomé, raconte : « Mes enfants utilisent des tablettes pour leurs devoirs et pour apprendre de nouvelles choses. Ils regardent des vidéos éducatives et jouent à des jeux qui stimulent leur réflexion. » Pour lui, les écrans sont une opportunité : « Ce sont des outils modernes. Les empêcher de les utiliser, c'est les priver de compétences essentielles pour leur avenir. »

Cependant, tout le monde ne partage pas cet enthousiasme. Akossiwa, une mère résidant à Sokodé, s'inquiète des impacts sur la santé mentale et physique : « Mon fils de 8 ans passe des heures devant l'écran. Il refuse de jouer dehors et se plaint souvent de maux de tête. Cela m'inquiète énormément. »

**Des conséquences**

**préoccupantes**

Les pédiatres et psychologues togolais s'accordent sur certains effets nocifs d'une exposition excessive aux écrans : L'exposition prolongée aux écrans peut entraîner une fatigue oculaire et des troubles de la vision; les enfants passent moins de temps à interagir avec leurs pairs, ce qui peut affecter leur développement social; les vidéos courtes et les jeux rapides affectent la capacité des enfants à se concentrer sur des tâches longues; certains enfants deviennent irritables ou agités lorsqu'ils sont privés de leurs écrans.

Le docteur Henriette Dossou, pédiatre à Lomé, avertit : « Nous voyons de plus en plus d'enfants avec des troubles liés à un usage excessif des écrans, notamment des retards de langage chez les plus jeunes. »

**Les écrans, un outil d'apprentissage ?**

Cependant, les écrans ne sont pas uniquement perçus comme des ennemis. Dans certaines écoles privées de Lomé, des tablettes sont intégrées au programme scolaire. Kossi Adjinou, enseignant en informatique, défend cette approche : « Avec les écrans, les enfants accèdent à une mine d'informations et développent des compétences numériques cruciales. Cela les prépare pour le monde de demain. » Il ajoute toutefois que tout est question de dosage : « Les écrans doivent être utilisés de manière encadrée, avec des limites claires. »

**Des parents démunis face à la technologie**

Pour de nombreux parents, le défi réside dans l'équilibre. Mama, une



vendeuse au marché de Lomé, confie : « Je travaille toute la journée, et les écrans sont parfois le seul moyen de distraire mes enfants. Mais je me sens coupable quand je vois qu'ils passent trop de temps dessus. »

Cette réalité reflète une difficulté : beaucoup de familles manquent de ressources ou de temps pour offrir

des alternatives éducatives ou créatives à leurs enfants.

Face à ce phénomène croissant, des initiatives émergent. Des associations sensibilisent les parents aux dangers d'un usage excessif des écrans et encouragent les activités physiques et créatives. Dans certaines écoles, des campagnes de sensibilisation à un usage respon-

sable des écrans sont organisées. Le psychologue Efram Fianou propose des pistes : « Fixer des horaires stricts pour l'utilisation des écrans, encourager les activités en plein air et privilégier les contenus éducatifs sont des mesures simples mais efficaces. »

Alors que la révolution numérique transforme le quotidien des familles togolaises, le débat sur les écrans reste vif. Entre outil d'apprentissage et facteur de dépendance, les avis divergent sur leur rôle dans l'éducation des enfants. Une chose est certaine : la clé réside dans l'équilibre et l'accompagnement. Comme le résume Akossiwa : « Les écrans ne sont pas mauvais en soi. Mais nous devons apprendre à nos enfants à s'en servir avec modération. »

L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Un levier pour nourrir les villes et renforcer la résilience alimentaire

**Etonam Sossou**

Face à une urbanisation galopante et à une demande croissante des consommateurs urbains et ruraux, l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest s'impose comme un pilier stratégique pour répondre aux enjeux alimentaires. Grâce à des systèmes locaux intégrant production, transformation, et distribution via des circuits courts, cette agriculture contribue à garantir une alimenta-

tion saine, accessible et durable pour les populations.

Cependant, la multiplication des crises - qu'elles soient climatiques, économiques ou sécuritaires - met sous pression ces systèmes alimentaires. C'est dans ce contexte que des programmes comme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao), portés par des acteurs tels que la Fondation de France et le Comité français pour la solidarité internationale

(CFSI), s'illustrent par leur rôle clé dans le soutien aux initiatives locales et régionales.

Les organisations paysannes et ONG ouest-africaines, épaulées par des partenaires de coopération, doivent relever plusieurs défis fondamentaux : garantir la disponibilité d'aliments sains et produits localement, malgré des crises à répétition; assurer un revenu décent aux producteurs agricoles et aux autres acteurs des filières locales; promou-

voir une gestion durable des ressources naturelles, essentielle à la pérennité des activités agricoles; influencer les politiques publiques pour intégrer les priorités de l'agriculture familiale dans les agendas nationaux et internationaux.

Ces objectifs convergent vers une vision d'un développement agricole résilient, axé sur le consommateur local et sur la valorisation des produits issus des agricultures familiales ouest-africaines.

Promouvoir le consommateur local ne se limite pas à une préférence alimentaire; c'est une démarche stratégique pour renforcer les systèmes alimentaires locaux, améliorer les revenus des agriculteurs et réduire la dépendance aux importations. Dans un contexte mondial où les crises affectent les chaînes d'approvisionnement, miser sur l'agriculture familiale ouest-africaine apparaît comme une solution pragmatique et durable.

DATES		RÉSULTATS				
Mardi 07 - 01 - 2025	<p>MARDI : 07 / 01 / 2025 TIRAGE N° 164 09H00</p> <p>5 numéros : <b>84 88 32 13 83</b></p> <p>5 numéros : <b>48 70 50 01 86</b></p>	<p>MARDI : 07 / 01 / 2025 TIRAGE N° 80 13H00</p> <p>5 numéros : <b>40 22 24 68 47</b></p>	<p>MARDI : 07 / 01 / 2025 TIRAGE N° 80 18H00</p> <p>5 numéros : <b>39 06 30 81 01</b></p>			
	<p>MERCREDI : 08 / 01 / 2025 TIRAGE N° 165 09H00</p> <p>5 numéros : <b>61 53 04 88 71</b></p> <p>5 numéros : <b>81 05 06 26 41</b></p>	<p>MERCREDI : 08 / 01 / 2025 TIRAGE N° 1773 13H00</p> <p>5 numéros : <b>50 78 74 29 64</b></p>	<p>MERCREDI : 08 / 01 / 2025 TIRAGE N° 80 18H00</p> <p>5 numéros : <b>71 05 42 02 07</b></p>			
	<p>JEUDI : 09 / 01 / 2025 TIRAGE N° 166 09H00</p> <p>5 numéros : <b>34 28 43 71 58</b></p> <p>5 numéros : <b>59 21 82 07 42</b></p>	<p>JEUDI : 09 / 01 / 2025 TIRAGE N° 80 13H00</p> <p>5 numéros : <b>37 01 32 17 29</b></p>	<p>JEUDI : 09 / 01 / 2025 TIRAGE N° 80 18H00</p> <p>5 numéros : <b>74 55 37 34 18</b></p>			
<p>GROS LOTS DU TIRAGE N°1773 DE LOTO BENZ DU 08 JANVIER 2025</p> <p>@ LOME # Point de vente 70022 * Trois (03) gros lots d'une valeur totale de 11.475.000 FCFA # Point de vente 60031 * Deux (02) gros lots d'une valeur totale de 4.200.000 FCFA # Point de vente 50526 et 90036 * Deux (02) gros lots de 2.000.000 FCFA</p>	<p>GROS LOTS DU TIRAGE N°80 DE LOTO CASH DU 07 JANVIER 2025</p> <p>@ LOME # Point de vente 60341 * Un (01) gros lot de 1.250.000 FCFA * Un (01) gros lot de 1.125.000 FCFA</p>	<p>GROS LOTS DU TIRAGE N°80 DE LOTO BOOM DU 07 JANVIER 2025</p> <p>@ LOME # Point de vente 50444 * Un (01) gros lot de 2.150.000 FCFA</p>	<p>GROS LOTS DU TIRAGE N°80 DE LOTO MILLION DU 09 JANVIER 2025</p> <p>@ LOME # Point de vente 70501 * Un (01) gros lot de 1.010.000 FCFA</p>	<p>GROS LOTS DU TIRAGE N°80 DE LOTO SUPER DU 09 JANVIER 2025</p> <p>@ ADETICOPE # Point de vente 50684 * Deux (02) gros lots d'un montant total de 2.822.500 FCFA</p>	<p>@ ADETA # Point de vente 40138 * Un (01) gros lot de 1.512.500 FCFA</p>	



Du Lundi au Samedi

**Loto**  
**Matinal**



**NOUVEAU**

# LA CHANCE

*du matin*

Une autre possibilité  
de GAGNER PLUS

**9 heures**



\*Offre soumise à conditions,  
Jouez de manière responsable.

**18+**